



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**



communauté de communes
BASSIN DE MARENNES

ÎLE D'OLÉRON
OLÉRON

communauté de communes
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES



ROCHEFORT
OCEAN
Communauté d'agglomération

AGGLOMÉRATION
ROYAN
ATLANTIQUE

Septembre 2022

Stratégie Croissance Bleue

PLAN D' ACTIONS 2022-2025



SOMMAIRE

Table des figures.....	3
Table des tableaux.....	3
I-Présentation générale.....	4
1) L'économie bleue durable	4
2) Contexte national et régional.....	4
3) Historique locale de la démarche.....	5
II- Données disponibles et méthode	7
1) Diagnostic et ateliers de concertation.....	7
2) Objectif et structuration du plan d'actions	8
III-Fiches actions.....	11
1) Finalité 1 : Préserver le patrimoine maritime du territoire et participer à son adaptation au changement climatique	11
a) Etude du potentiel en énergies marines renouvelables (hors éolien)	12
b) Accompagnement à l'amélioration des pratiques portuaires.....	15
1) Finalité 2 : Favoriser le développement de filières alimentaires de proximité	17
a) Favoriser la consommation de poissons débarqués localement.....	18
b) Evaluer le potentiel de développement de culture de plantes halophiles en marais.....	20
2) Finalité 3 : Faciliter le recrutement dans les filières nautiques et maritimes en participant à la connaissance des métiers de la mer	22
a) Evaluation de l'adéquation entre les formations proposées et les emplois d'aujourd'hui et de demain.....	24
b) Campagne de communication sur l'attractivité des métiers.....	25
3) Finalité 4 : Participer à la généralisation du concept d'économie circulaire	28
a) Participation à la collecte du néoprène en vue de son réemploi.....	29
b) Aide au réemploi et au recyclage des matériaux issus des engins de plaisance et de glisse	31
c) Participation à la collecte des coquilles d'huîtres en vue de leur recyclage.....	33
4) Finalité 5 : Participer à une meilleure visibilité des potentiels offerts par une économie bleue durable	35
a) Favoriser les échanges entre professionnels.....	35
b) Participer à des événements en lien avec l'économie bleue durable	37

Table des figures

Figure 1: Filières et enjeux de la Croissance Bleue en Nouvelle Aquitaine	4
Figure 2: Périmètre de contractualisation.....	5
Figure 3 : Répartition des filières de la Croissance Bleue dans le périmètre de contractualisation.....	7
Figure 4: Dynamique du plan d'actions.....	9

Table des tableaux

Tableau 1: Finalités et principes d'actions.....	10
Tableau 2: Structuration de la finalité 1.....	12
Tableau 3: Structuration de la finalité 2.....	17
Tableau 4 : Structuration de la finalité 3.....	23
Tableau 5 : Structuration de la finalité 4.....	27
Tableau 6 : Structuration de la finalité 5.....	34

I-Présentation générale

1) L'économie bleue durable

L'économie bleue durable est une démarche de développement économique reposant sur des interactions pérennes entre les activités humaines et les ressources maritimes. Elle sous-entend donc le maintien des activités traditionnelles autant que l'innovation, tant que tous visent à assurer d'une part le maintien, voire l'amélioration, de la qualité écologique du milieu maritime et d'autre part, son adaptation au changement climatique. Ce modèle de développement ne devient donc durable que lorsqu'il assure à la fois une pérennité écologique et économique.

2) Contexte national et régional

En 2017 a été adoptée la Stratégie Nationale pour la Mer et le Littoral. Cette stratégie s'articule autour de 4 grands axes :

- La transition écologique pour la mer et le littoral
- Le développement de l'économie bleue durable
- Le bon état écologique du milieu marin et la préservation d'un littoral attractif
- Le rayonnement de la France

Cette stratégie nationale s'est traduite à l'échelle de la Nouvelle Aquitaine par une stratégie à 7 enjeux gravitant autour des 11 filières identifiées sur le périmètre de la Région.



Figure 1: Filières et enjeux de la Croissance Bleue en Nouvelle Aquitaine

3) Historique locale de la démarche

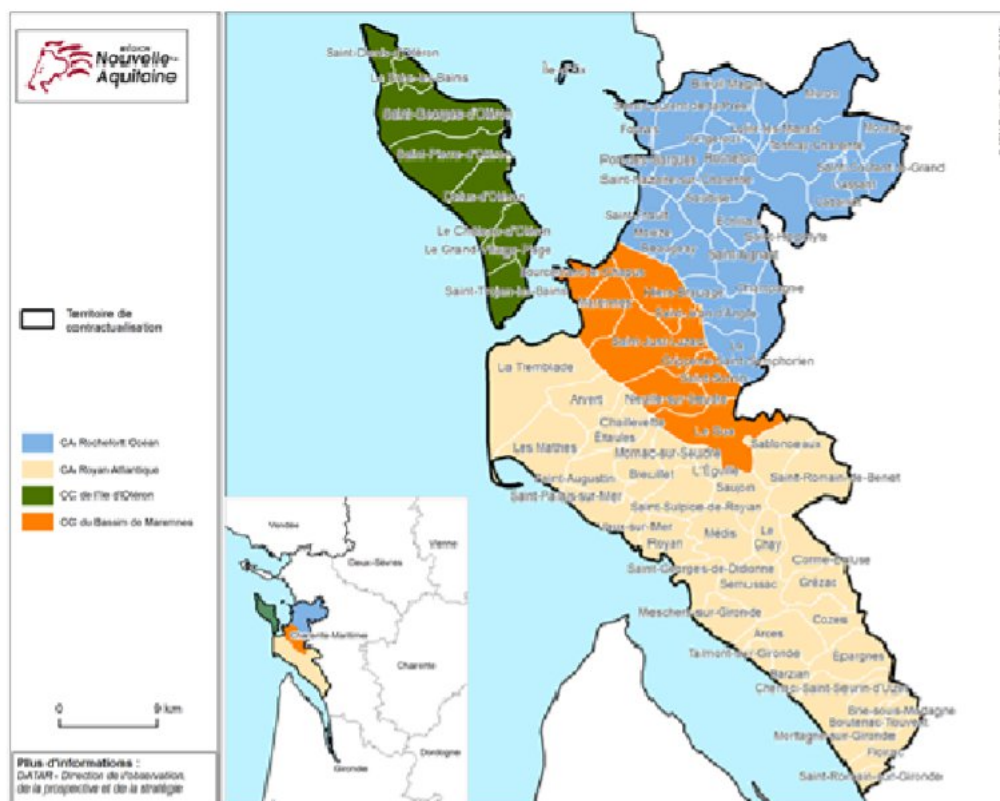


Figure 2: Périmètre de contractualisation

En 2018, la Région Nouvelle-Aquitaine signe avec les Communautés d'Agglomération de Rochefort Océan (CARO), et de Royan Atlantique (CARA), et les Communautés de Communes de l'Île d'Oléron (CCIO) et du Bassin de Marennes (CCBM), un contrat de dynamisation et de cohésion territoriale.

Ce contrat a alors deux objectifs principaux :

- Soutenir et développer les atouts de tous les territoires, en faisant en sorte que chacun puisse construire et porter des projets structurants de développement de l'économie, de l'emploi, de la transition énergétique et écologique, des services et équipements indispensables.
- Exprimer la solidarité régionale au bénéfice des territoires les plus vulnérables, qu'ils soient urbains, périurbains ou ruraux, en mobilisant des moyens spécifiques, complémentaires et innovants.

Et il s'organise en 4 axes :

- Axe 1 : Diversifier, rééquilibrer et consolider l'attractivité du tissu économique local notamment en lien avec la croissance bleue

- Axe 2 : Concilier valorisation et préservation des patrimoines (naturel, paysager, historique) dans une approche économique et durable
- Axe 3 : Développer un cadre de vie au service de l'accueil et du maintien de la population en territoire littoral
- Axe 4 transversal : Explorer et tirer profit du fort potentiel non exploité de la croissance bleue qu'offre le territoire

La Croissance Bleue ressort alors comme un outil stratégique fort et part d'un constat commun aux 4 EPCI : des territoires tournés vers la mer mais sans réelle stratégie de développement et de maintien des activités tournées vers le maritime. L'océan étant alors un atout paysager touristique plutôt qu'un allié de choix dans le développement des territoires. De même, les zones d'estuaires et de marais, nombreuses sur les 4 territoires avec les estuaires de la Seudre, de la Gironde et de la Charente et les marais de la Seudre, de Brouage, d'Arceau et de la Perrotine, représentent à la fois des zones d'intérêt environnemental avec la présence de nombreuses espèces migratrices (poissons et oiseaux) et un important rôle de puits à carbone, mais ce sont également des zones où il est nécessaire de maintenir voire de développer des activités durables permettant d'entretenir ces marais façonnés par l'homme au fil des siècles et désormais partiellement en proie à la déprise.

L'objectif de la démarche Croissance Bleue est ainsi de créer une stratégie centrée sur les activités maritimes et permettant le développement économique des territoires, avec comme pilier principal la préservation du milieu marin.

Depuis décembre 2020, c'est selon cette ligne directrice que la mission Croissance Bleue se construit et se décline en plusieurs attendus :

- Un diagnostic partagé d'atouts et de potentiels « croissance bleue » du périmètre de contractualisation ;
- Un positionnement stratégique du territoire sur le thème de la croissance bleue et des axes de développement à moyen-long terme ;
- Un plan d'actions, déclinant cette stratégie ;
- La constitution d'un cercle d'acteurs socio-économiques concernés par les filières de croissance bleue, associés à l'élaboration et au portage du projet ;

La démarche Croissance Bleue se développera donc autour de ces attendus jusqu'à fin 2024 entre les 4 territoires et toujours avec le soutien de la Région.

II- Données disponibles et méthode

1) Diagnostic et ateliers de concertation

Dans le cadre du diagnostic mené entre 2020 et 2021, environ 80 acteurs du territoire ont été rencontrés afin de cerner les motivations et les freins propres à chaque filière.

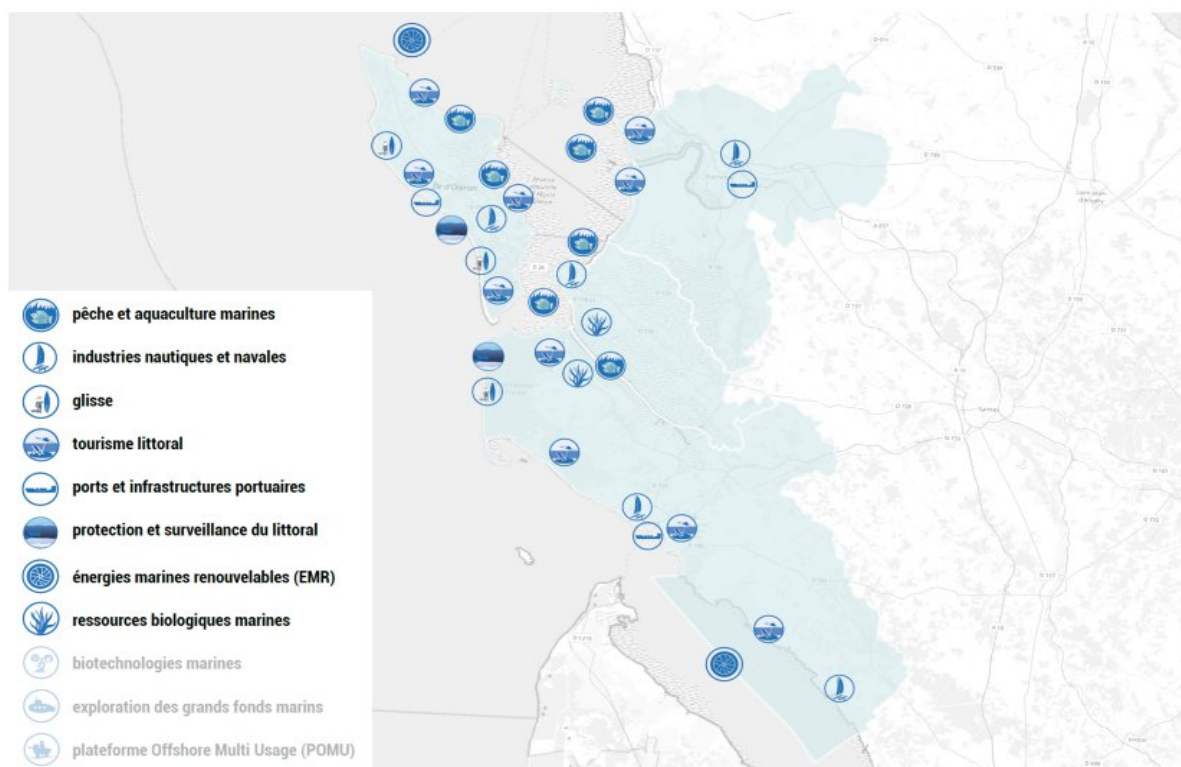


Figure 3 : Répartition des filières de la Croissance Bleue dans le périmètre de contractualisation

Ce diagnostic a fait émerger les principaux enjeux et axes de développement à prendre en compte dans la suite de la démarche.

Ces enjeux s'articulent principalement autour de :

- Structurer les filières déjà existantes,
- Aider à l'implantation et au développement de nouveaux projets innovants,
- Assurer la pérennité écologique des milieux,
- Impliquer l'ensemble des acteurs concernés dans une réflexion à moyen-long terme pour un développement durable et solidaire des territoires.

Afin d'y répondre, 4 thématiques ont été retenues comme motrices de la démarche :

- Valorisation et transformation des produits de la mer et des marais
- Environnement et transition énergétique et écologique
- Economie circulaire
- Montée en compétence

C'est autour de ces thématiques et des problématiques qu'elles soulèvent que se sont organisés 4 ateliers de concertation.

2) Objectif et structuration du plan d'actions

Le plan d'actions vient structurer la démarche Croissance Bleue pour les années à venir. Il servira de fil conducteur et sera évolutif. Cela permettra à la fois d'affiner, de modifier ou encore de compléter les actions actuellement inscrites mais également d'en inscrire de nouvelles selon les premiers résultats obtenus.

De manière à suivre sa progression, le plan d'actions sera accompagné d'un tableau de bord, évalué chaque année.

Un suivi de type « Roue de Deming » permettra de faire évoluer le plan d'actions selon les situations rencontrées au cours de l'élaboration des premières actions.

De ce fait rien ne sera jamais figé au profit de l'amélioration continue.

La figure suivante présente la démarche globale autour du plan d'action.

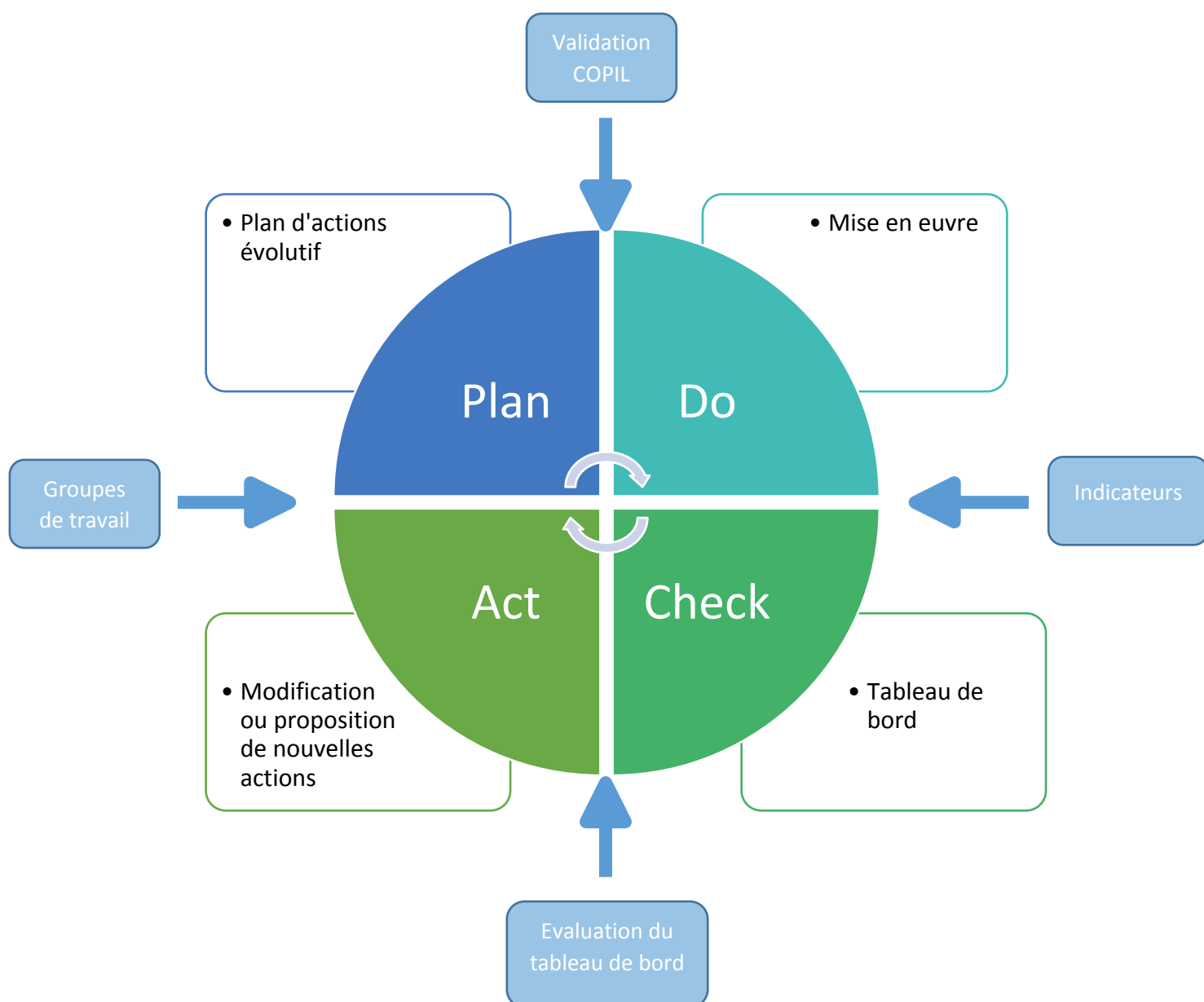


Figure 4: Dynamique du plan d'actions

Le plan d'actions vise à mettre en résonance les enjeux soulevés par le diagnostic et les propositions d'actions faites durant la concertation.

La structuration du plan d'actions doit à la fois faire ressortir les liens existants entre les actions et les enjeux mais également permettre l'ajout progressif de nouvelles actions.

Il a donc été fait le choix de décliner le plan d'actions en :

- Finalités : reprennent les thématiques initiales
- Principes d'actions : spécifient les axes inclus dans chaque finalité.

Le tableau suivant vient faire état de cette organisation.

Tableau 1: Finalités et principes d'actions

Finalité 1 : Préserver le patrimoine maritime du territoire et participer à son adaptation au changement climatique	Principe d'actions 1.1 : Participer à la transition énergétique des territoires
	Principe d'action 1.2 : Encourager la participation des professionnels de la mer dans la préservation du milieu marin
Finalité 2 : Favoriser le développement de filières alimentaires de proximité	Principe d'actions 2.1 : Mieux connaître et valoriser les produits de le mer locaux
	Principe d'actions 2.2 : Encourager le développement de nouvelles filières permettant la valorisation autant que la préservation des ressources présentes localement
Finalité 3 : Faciliter le recrutement dans les filières nautiques et maritimes en participant à la connaissance des métiers de la mer	Principe d'actions 3.1 : S'assurer d'une adéquation entre les formations proposées sur le territoire et les besoins des entreprises
	Principe d'actions 3.2 : Faire connaître les métiers de la mer
Finalité 4 : Participer à la généralisation du concept d'économie circulaire	Principe d'actions 4.1 : Limiter la quantité de déchets issues des activités professionnelles
	Principe d'actions 4.2 : Faire connaître les leviers de l'économie circulaire
Finalité 5 : Participer à une meilleure visibilité des potentiels offerts par une économie bleue durable	Principe d'actions 5.1 : Créer des synergies entre professionnels
	Principe d'actions 5.2 : Profiter de la vitrine offerte par la mission croissance bleue pour faire connaître les dynamiques locales en lien avec le développement durable des activités maritimes

III-Fiches actions

Les actions prioritaires ciblées ici permettent de réaliser l'éventail de sujets relatif à la croissance bleue sur nos territoires : activités portuaires, construction navale, pêche, ostréiculture, nautisme. Pour l'année 2022 ces actions prioritaires s'accompagnent d'actions spécifiques à chaque EPCI.

Il est important de garder en tête, que ces actions ne seront pas les seules réalisées dans le cadre de la mission croissance bleue. Elles serviront de tremplins pour affiner les actions qui seront mises en place dans les années à venir.

Les indicateurs associés à chaque action permettront de tenir un tableau de bord. C'est l'évaluation annuelle de ce tableau de bord qui permettra d'orienter les décisions à prendre dans les années à venir.

Il n'est pas précisé dans le calendrier prévisionnel de chaque action mais, en parallèle des actions menées, des comités techniques seront organisés. Ils incluront les partenaires actuellement identifiés et viseront à assurer le bon déroulement des actions et également à anticiper des modifications pertinentes le cas échéant.

1) Finalité 1 : Préserver le patrimoine maritime du territoire et participer à son adaptation au changement climatique

Présentant une grande diversité de paysages liée à des structures géologiques et des influences maritimes différentes, les territoires regroupent une importante variété d'écosystèmes.

Pour étudier et protéger cette diversité, on retrouve sur les territoires différents sites préservés avec une réserve naturelle nationale et différentes zones de protection forte et sites Natura 2000 et deux organismes de recherche : l'IFREMER et CAPENA. Rappelons également que les façades maritimes s'inscrivent dans le parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis, s'étendant de Bordeaux au sud des Sables d'Olonne.

Pour autant, cela n'épargne pas les côtes d'être soumises aux conséquences du changement climatique : hausse du niveau de la mer, acidification et réchauffement et également aux conséquences des activités locales : pollutions chimique et plastique.

Comment alors faire des caractéristiques naturelles des 4 territoires un pilier de leur développement tout en prenant en compte les pressions auxquelles l'environnement maritime est soumis ?

Pour répondre à cette question différents objectifs ont été identifiés :

- Développer la connaissance du littoral (ressources, adaptation au changement climatique)
- Mieux connaître et comprendre la source énergétique offerte par l'océan
- Assurer la qualité des milieux à long terme

Ces objectifs se retrouvent dans les principes d'actions et les actions énoncés dans le tableau qui suit.

Tableau 2: Structuration de la finalité 1

Finalité 1 : Préserver le patrimoine maritime du territoire et participer à son adaptation au changement climatique	
Principes d’actions 1.1 : Participer à la transition énergétique des territoires	
Action 1.1.1	Etude du potentiel en énergies marines renouvelables (hors éolien)
Principes d’actions 1.2 : Encourager la participation des professionnels de la mer dans la préservation du milieu marin	
Action 1.2.1	Accompagnement à l’amélioration des pratiques portuaires

a) Etude du potentiel en énergies marines renouvelables (hors éolien)

<p>FICHE ACTION N°01</p> <p>TITRE : Etude du potentiel en énergies marines renouvelables (hors éolien)</p>
<p><u>Contexte :</u></p> <p>Dans le cadre de la Loi Energie Climat établie en 2019, la France s’est fixée comme objectif d’atteindre la neutralité carbone à l’horizon 2050 et de porter la part des énergies renouvelables à 40% de la production électrique. En 2021, les énergies renouvelables constituaient 20% de la production d’électricité et moins de 1% provenait des énergies marines renouvelables. Or, les océans, en représentant 80% de la surface terrestre, constitue un support de production d’énergie en essor à travers le monde. En France, seule l’usine marémotrice de la Rance produit de l’électricité de manière industrielle. Le premier parc éolien offshore en France se situe au large de Saint Nazaire et 8 autres projets sont à l’étude actuellement. Parmi eux, se trouve le potentiel parc éolien au large d’Oléron dont le bilan du débat public a fait ressortir les principales interrogations autour d’un tel projet sur le territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conséquences sur la biodiversité • Conséquences sur les autres activités économiques sur zone • Création d’emploi et structuration de nouvelles filières liés à l’installation et la gestion des parcs • Impact paysager et conséquence sur les autres activités économiques actuelles • Acceptabilité sociétale • Ampleur des travaux de raccordement <p>Pour autant la nécessité de se tourner vers des sources d’énergie alternatives sera de plus en plus</p>

importante dans les décennies à venir et en parallèle d'une sobriété énergétique impérative.

Objectif général

Dans un premier temps, la présente action vise à la fois à étudier le potentiel de développement des énergies marines renouvelables (EMR) (hors éolien) sur la diversité des façades maritimes offertes par les quatre EPCI : Atlantique, estuaire de la Seudre, estuaire de la Charente et les pertuis d'Antioche et de Maumusson. Dans un second temps, en fonction des résultats de cette étude, de favoriser l'implantation de petites unités expérimentales pour les productions les plus adaptées.

Pilote

CARO

Niveau d'avancement de l'action Lancement de l'étude au troisième trimestre 2022

Action détaillée

Afin d'apporter des éléments de réponses aux interrogations citées dans le contexte de la présente action et dans le cadre d'EMR hors éolienne, une étude sera confiée à un prestataire extérieur spécialiste de ces sujets, selon un cahier des charges à définir et qui détaillera plusieurs attendus :

Dans un premier temps, il s'agira de réaliser une revue bibliographique des études EMR menées sur le territoire ou sur d'autres territoires (en France et ailleurs) ayant des caractéristiques hydrodynamiques et sédimentaires similaires.

Puis, l'étude devra faire état des sources d'énergie adaptées à ces caractéristiques sur le périmètre d'étude.

Pour chacune des énergies retenues, il sera demandé *a minima* deux scénarii proposant des lieux d'implantation différents et faisant état, chaque fois que cela est possible et pour chaque implantation :

- du rendement potentiel selon la taille de l'ouvrage
- du coût d'installation et de raccordement théorique
- des enjeux environnementaux
- des enjeux sociétaux et économiques

Par enjeux environnementaux sont entendus : les impacts potentiels de l'implantation et du raccordement sur la faune (oiseaux marins compris) et la flore marine.

Par enjeux sociétaux et économiques sont entendues :

- conséquences directes sur la pêche et l'aquaculture,
- conséquences indirectes sur les autres activités économiques (nautisme, tourisme),

- conséquences sur le marché de l'emploi et de la formation
- conséquences paysagères
- acceptabilité sociétale

A la fin de cette étude et selon les résultats, il pourra être proposé à des porteurs de projets de tester *in situ* leurs projets innovants.

L'appui de l'ADI (Agence de Développement et d'Innovation de Nouvelle Aquitaine) sera sollicité pour la rédaction du cahier des charges et le suivi de l'étude.

Partenaires associés CARA, CCIO, CCBM, ADI, Département, Région NA

Budgets et financements mobilisables :

Environ 20 000 euros seront nécessaires pour tester deux à trois sites *in situ* et 10 000 euros si seulement une analyse de données satellitaires est faite.

Plusieurs sources de financement potentielles ont été identifiées :

- Financement régional au titre du contrat
- AAP ADEME-Région : Projets participatifs et citoyens pour la Transition énergétique

Calendrier prévisionnel

Août-septembre 2022 : Rédaction du CCTP

Octobre 2022 : Lancement de l'appel d'offre

Novembre 2022 : Notification du marché

Décembre 2023 : Lancement de l'étude

Indicateurs

- nombre d'EMR étudiées
- indicateur du potentiel de chacune d'elles

b) Accompagnement à l'amélioration des pratiques portuaires

FICHE ACTION N°02

TITRE : Accompagnement à l'amélioration des pratiques portuaires

Contexte :

On retrouve à l'échelle des 4 EPCI à la fois des ports de pêche, de plaisance et de commerce. L'ensemble de ces infrastructures répondent à des normes et des besoins différents. Néanmoins ils reposent tous sur le maintien d'une bonne qualité du milieu marin. Il est donc nécessaire d'y soutenir et encourager les actions liées à la protection environnementale et à l'économie des ressources.

Au niveau européen et français, il existe différents labels et certifications reconnaissant l'investissement des ports sur ces sujets.

Au niveau européen la certification « Ports Propres » encourage les démarches visant à une excellence environnementale en termes de gestion des déchets et des effluents dans les ports de plaisance.

Le label Pavillon bleu, présent dans 46 pays, encourage également des bonnes pratiques portuaires et de traitement des déchets tout en prônant la nécessité de réaliser des actions de sensibilisation auprès du grand public.

Objectif général

Au-delà des obligations réglementaires propres aux différentes activités portuaires, les ports ont un rôle important à jouer face aux enjeux de préservation du milieu marin.

Pour cela plusieurs leviers sont identifiés : la gestion des déchets, le suivi des consommations en eau et électricité, l'amélioration de la qualité de l'eau, de l'air et du bruit selon les cas.

Accompagner les ports de plaisance dans leur transition écologique

Pilote

CARA

Niveau d'avancement de l'action : Action non commencée

Action détaillée

3 étapes clés ont été identifiées :

- Réalisation d'une enquête auprès de l'ensemble des ports afin de cerner leurs consommations, leurs projets et leur implication dans des démarches environnementales ;
- Mise en relation des différents acteurs portuaires à travers un temps d'échange et de retour d'expériences ;
- Soutien aux ports dans leurs projets environnementaux (conseil, aide à la recherche de

<p>financement selon les cas)</p> <p>A noter que l'Association des Ports de Plaisance de l'Atlantique (APPA) en partenariat avec l'association Echomer accompagne déjà certains ports sur ces sujets. Il conviendra donc de faire connaître cette démarche aux ports qui ne la connaîtraient pas déjà et de travailler avec APPA et Echomer pour le développement de cette action.</p>
<p><u>Partenaires associés</u> CARA, CARO, CCIO, CCBM, le Département, les syndicats portuaires, l'APPA, Echomer</p>
<p><u>Budgets et financements mobilisables :</u></p> <p>En revanche, les ports de plaisance sont absents de la stratégie nationale des ports présentées en janvier 2021 et du plan de relance qui prévoit pourtant un soutien aux ports maritimes. De nouveaux appels à projets pourraient donc être lancés dans les années à venir, une veille sur ce sujet est donc nécessaire.</p> <p>Le temps-homme dédié à l'animation de cette action sera directement porté par la Mission Croissance Bleue au travers de la chargée de mission.</p>
<p><u>Calendrier prévisionnel</u></p> <p>Novembre-Février 2023 : Entretien avec l'ensemble des ports du territoire</p> <p>Mars-Avril 2023 : Analyse des données et restitution -</p> <p>Juin 2023 : Réunion de travail avec les ports souhaitant s'engager dans une réflexion commune afin de définir des axes d'amélioration à travailler conjointement ainsi que partage de retours d'expériences</p>
<p><u>Indicateurs</u></p> <p>Nombre de ports impliqués dans la démarche</p>

1) Finalité 2 : Favoriser le développement de filières alimentaires de proximité

Sur des territoires où la pêche et la conchyliculture sont fortement représentées avec une IGP et des criées reconnues à l'échelle nationale, la proportion de produits consommés localement restent faibles. D'autre part, bien que les marais salés à doux, recouvrent une partie non négligeable des territoires, leur place de la tissu économique local est en marge. Cette faible attirance par les marais n'est pas proportionnelle à leur intérêt écologique.

En effet les marais sont à la fois des zones riches en biodiversité en étant une unité fonctionnelle nécessaire à de nombreux taxons, des puits à carbone et des zones tampon en cas de risque submersion. L'architecture actuelle des marais est le fruit de plusieurs siècles de façonnage humain. La déprise progressive de certaines zones de marais tend à modifier leur fonctionnalité écologique.

Relancer des activités économiques viables en des espaces de marais stratégiques permettrait de maintenir leur fonctionnalité actuelle.

Comment mettre en valeur les productions locales existantes et diversifier l'offre sans dénaturer les espaces naturels ?

Plusieurs axes permettent de répondre à cette problématique :

- Faire connaître les produits existants
- Mobiliser l'ensemble des acteurs des filières concernées
- Soutenir la création de nouvelles filières durables

C'est autour de ces axes que se structurent les actions indiquées dans le tableau qui suit.

Tableau 3: Structuration de la finalité 2

Finalité 2 : Favoriser le développement de filières de proximité	
Principes d'actions 2.1 : Mieux connaître et valoriser les produits de la mer locaux	
Action 2.1.1	Favoriser la consommation de poissons débarqués localement
Principes d'actions 2.2 : Encourager le développement de nouvelles filières permettant la valorisation autant que la préservation des ressources présentes localement	
Action 2.2.1	Evaluer le potentiel de développement de culture d'algues et de plantes halophiles

a) Favoriser la consommation de poissons débarqués localement

FICHE ACTION N°03
TITRE : Favoriser la consommation de poissons débarqués localement
<p><u>Contexte</u></p> <p>Une faible proportion des poissons débarqués dans les criées du territoire est consommée localement. Par exemple seulement 1% des poissons débarqués à la Crie de Royan est revendu localement.</p> <p>Plusieurs raisons à ce constat. Tout d’abord, les espèces débarquées à la Crie de Royan sont des espèces nobles se vendant à des prix plus élevés que la moyenne nationale. Concernant les criées de La Côtinière et de La Rochelle, la saisonnalité des espèces présentes au fil de l’année reste souvent méconnue par le consommateur qui souhaite trouver dans son assiette les mêmes espèces tout au long de l’année. Enfin, un frein culturel existe, ainsi certaines espèces (grondin, roussette) bien que souvent débarqués et à des prix raisonnables ne sont que peu consommés localement traditionnellement.</p> <p>Afin de valoriser localement ces ressources, cette action visera à travailler conjointement avec les Projets Alimentaires Territoriaux développés sur les quatre EPCI pour favoriser la transformation locale des poissons et mettre en avant les espèces débarquées et leur saisonnalité.</p> <p>Pour cela un important travail conjoint entre les EPCI, les pêcheurs, conchyliculteurs, les transformateurs et le GALPA devra être développé progressivement.</p>
<p><u>Objectif général</u></p> <p>Mieux faire connaître les espèces de poissons locales et leur saisonnalité et faciliter la consommation de ces espèces via la mise en place de circuits logistiques d’approvisionnement autant que la transformation de certaines espèces.</p>
<p><u>Pilote</u></p> <p>CARA/CCIO</p>
<p><u>Niveau d’avancement de l’action</u> Action non commencée</p>
<p><u>Action détaillée</u></p> <p>5 principales étapes ont été identifiées :</p> <ul style="list-style-type: none">• Comprendre les débouchés actuels des pêches• Connaître les structures de restauration hors domicile (RHD) ainsi que de la grande distribution impliquées dans des dispositifs d’approvisionnement local et celles souhaitant se tourner vers une telle démarche

<ul style="list-style-type: none"> • Créer un groupe de travail entre les mareyeurs et restaurants scolaires volontaires pour réfléchir à un cahier des charges permettant d’approvisionner quelques établissements en poissons surgelés débarqués et transformés localement • Mettre en commun les initiatives à destination des consommateurs sur le « manger local » • Proposer des solutions logistiques encourageant des débouchés locaux
<p><u>Partenaires associés</u></p> <p><i>CARO, CCBM, Les pêcheurs d’Oléron, mareyeurs, structures de restauration hors domicile, département, IEPR, Département</i></p>
<p><u>Budgets et financements mobilisables</u></p> <p>Dans le cadre de l’inter fond et au titre du volet économie bleue durable, cette action pourrait être éligible à un financement de par son caractère multifilière bénéficiant à la pêche.</p>
<p><u>Calendrier prévisionnel</u></p> <p>Juin à septembre 2022 : Etude des débouchés actuels des criées et mareyeurs et besoins et fonctionnement des ateliers de transformation locaux</p> <p>Octobre-janvier 2023 : Cartographie des structures RHD et de grande distribution impliquées en approvisionnement local ou souhaitant s’impliquer et création d’un groupe de travail pour la rédaction d’un cahier des charges à l’intention des restaurants scolaires et des mareyeurs.</p> <p>Février-juin 2023 : Mise en commun initiatives sur le « manger local » et proposition de solutions logistiques encourageant les débouchés locaux</p>
<p><u>Indicateurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Indicateurs de suivi : <p>Nombres d’acteurs rencontrés et cartographiés</p> <p>Nombre d’acteurs impliqués dans une démarche commune</p> <ul style="list-style-type: none"> • Indicateurs de résultats : <p>Pourcentage de consommé débarqué localement</p>

b) Evaluer le potentiel de développement de culture de plantes halophiles en marais

FICHE ACTION N°04

TITRE : Evaluer le potentiel de développement de plantes halophiles en marais sur le territoire

Contexte

Au-delà des façades maritimes qu'elles soient océaniques ou estuariennes, le territoire de contractualisation présente également d'importantes zones de marais. Ces zones, de par leur situation d'interface terre-mer, ont donc intégralement leur place dans les enjeux liés à la Croissance Bleue.

Ces zones de marais sont présentes sur la côte est de l'île d'Oléron vers Boyardville, à l'embouchure de la Seudre, de la Charente, ainsi qu'entre ces deux embouchures.

Façonné par l'homme au cours des siècles derniers, lorsque le niveau local de la mer était inférieur à celui qu'il est actuellement, ces zones de marais ont successivement été des zones d'importance économique au travers le commerce du sel, puis furent progressivement délaissés avant de connaître un regain d'intérêt avec la conchyliculture, d'une part, et l'élevage d'autre part.

Désormais à ces activités professionnelles s'ajoutent des activités de loisir : randonnée pédestre ou en kayak et paddle par exemple.

Pour autant de par leurs difficultés d'entretien et d'accès, certaines zones de marais se retrouvent en déprise et il est souvent difficile de connaître les propriétaires de ces parcelles. Cette déprise est généralement liée à une méconnaissance du propriétaire suite à un héritage ou à un désintérêt du marais.

Au-delà de leur rôle dans les activités humaines, les différentes zones de marais jouent également des rôles écologiques importants. En effet, il s'agit de zones de frayères et de reproduction pour de nombreuses espèces de poissons mais également de zones de repos, d'alimentation ou encore de nidification pour diverses espèces d'oiseaux. Pour ces raisons certaines zones de marais se trouvent en zones de protection forte par exemple.

Du fait de la déprise des marais d'une part, et de la hausse du niveau marin d'autre part, la morphologie des zones de marais non entretenues évoluent. Une partie de ces marais est donc vouée à être rendue à la mer progressivement, lorsque d'autres zones tendent à s'atterrer et donc à s'assécher, du fait d'une importante sédimentation. Cette atterrissement ont pour conséquence une modification de l'habitat et donc des espèces présentes.

Afin de maintenir les usages et les services écosystémiques actuels des marais ils semblent nécessaires d'y encourager des pratiques professionnelles durables.

On peut distinguer les marais salés, en lien direct avec la mer, les marais saumâtres soumis à la fois aux influences des eaux maritimes et des eaux fluviales et enfin les marais doux intégralement coupés de la mer.

Cette action se concentrera principalement sur les marais salés et saumâtres. Pour autant les actions menées en parallèle sur les marais doux comme sur une majeure partie du marais de Brouage par exemple, pourront faire écho aux actions menées ici en terme de méthodologie et de levier disponible pour diagnostiquer les zones de marais.

Objectif général

Faire émerger de nouvelles activités économiques génératrices d'innovation, d'emploi et de rayonnement pour le territoire, tout en prenant en compte les enjeux écologiques et climatiques propres à ces milieux entre terre et mer.

Pilote :

CARA/CCBM

Niveau d'avancement de l'action : Action non commencée

Action détaillée

Dans un premier temps :

- Affiner la connaissance du marais (surface disponible, fréquence de submersion, fonctionnement hydraulique) en lien avec le projet Seudre et le travail déjà conduit sur l'Île d'Oléron
- Faire un état des lieux des modèles économiques existants en marais autour de la culture d'algues d'une part, et des plantes halophiles d'autre part (conditions d'exploitations, rendements, débouchées, impact environnemental), (ex : culture d'algues dans un système multitrophique intégré tel que celui mis en place par l'entreprise « les 4 marais » sur l'île de Ré ou récolte sur le Domaine Public Maritime) et définir quels systèmes seraient propices aux marais du territoire
- Donner suite à l'étude de CAPENA sur la valorisation des algues issues des poches ostréicoles
- Étudier des freins et leviers au développement de la culture de salicorne déjà existante

Les débouchés à étudier sont divers : alimentation (humaine ou animale), cosmétique, pharmacologie, production énergétique...

Dans un second temps :

- Développer l'expérimentation sur les cultures et la transformation des produits afin d'affiner des modèles de production viables à long terme sur le territoire.
- Étudier les débouchés locaux et communiquer sur le projet
- Mettre en place un espace test pour permettre à des professionnels de développer leurs projets *in situ*. (ex : la CARA a mis en place un espace test agricole, en fonction des résultats de l'étude il pourrait être envisagé de reproduire ce modèle pour la culture des algues.)
- Travailler avec le lycée maritime de Bourcefranc sur l'offre de formation autour de ces cultures

<p><u>Partenaires associés</u></p> <p>CARA, CARO, CCIO, CCBM, CAPENA, différentes entreprises et start up travaillant sur ces sujets seront également consultées.</p>
<p><u>Budgets et financements mobilisables</u></p> <p>La partie de diagnostic a déjà été réalisé sur Oléron ainsi que sur le marais de Brouage, elle sera réalisée dans le cadre du projet Seudre pour les marais de la Seudre.</p> <p>Les premières étapes de réalisation de l'action ne nécessiteront donc pas de financement directement imputable à la mission Croissance Bleue.</p> <p>En revanche si des actions foncières (achat, mise à disposition de zones de marais) venaient à être envisager pour permettre le développement de zones de test pour de nouvelles cultures en marais par exemple, des financements seraient alors à chercher.</p>
<p><u>Calendrier prévisionnel</u></p> <p>2023 : Etat initial du marais de la Seudre dans le cadre du Projet Seudre</p> <p>Mars-Avril 2023 : benchmark sur les activités en marais ailleurs en France et en Europe.</p>
<p><u>Indicateurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Indicateurs de suivi : <p>Proportion de marais cartographié avec propriétaires, activités et réseaux hydrauliques identifiés</p> <ul style="list-style-type: none"> Indicateurs de résultats à moyen-long terme : <p>Surface de marais réhabilité pour des productions d'algues ou plantes halophiles</p>

2) Finalité 3 : Faciliter le recrutement dans les filières nautiques et maritimes en participant à la connaissance des métiers de la mer

Afin d'assurer le développement d'une économie maritime durable, il est nécessaire d'assurer l'embauche et donc la formation de personnes qualifiées dans les différentes filières concernées. La diversité des territoires se répercutent sur la diversité des activités maritimes présentes : la pêche l'ostréiculture étant dominante sur la CCBM, la CCIO et la CARA alors que sur la CARO, c'est l'industrie nautique qui prédomine avec la présence du groupe Nautitech par exemple.

Les activités nautiques de loisirs sont elles présentes sur l'ensemble des EPCI avec un large essor des clubs de surf sur la CARA et la CCIO ces dernières années.

Avec la transition écologique en cours, les spécificités des métiers de l'ensemble des filières sont vouées à évoluer. De même de nouveaux métiers pourraient voir le jour dans les prochaines décennies selon les axes de développement qui seront privilégiés dans les différentes filières.

Enfin, le contrat regroupant des territoires dont les spécificités sont différentes, c'est également l'opportunité de travailler conjointement afin de faire connaître l'ensemble des métiers existants à cette échelle.

Cette axe vise donc à la fois à assurer une cohérence entre les emplois d'aujourd'hui et de demain et les formations disponibles et également mettre en valeur l'ensemble des métiers présents à l'échelle des 4 territoires.

Tableau 4 : Structuration de la finalité 3

Finalité 3 : Faciliter le recrutement dans les filières nautiques actuelles et participer à l'évolution des besoins	
Principe d'actions 3.1 : S'assurer d'une adéquation entre les formations proposées sur le territoire et les besoins des entreprises	
Action 3.1.1	Evaluation de l'adéquation entre les formations proposées et les emplois d'aujourd'hui et de demain
Principes d'action 3.2 : Faire connaître les métiers de la mer	
Action 3.2.1	Communication sur l'attractivité des métiers de la mer

a) Evaluation de l'adéquation entre les formations proposées et les emplois d'aujourd'hui et de demain

FICHE ACTION N°05

TITRE : Evaluation de l'adéquation entre les formations proposées et les emplois d'aujourd'hui et de demain

Contexte :

De par la diversité des territoires, les activités majoritaires d'un EPCI à un autre, diffèrent.

Sur le territoire de l'Agglomération de Rochefort, marqué notamment par la présence de Nautitech, de nombreux emplois sont liés à l'industrie nautique. Plus au sud, sur les territoires de l'IGP « Huitres Marennes-Oléron » c'est l'activité conchylicole qui prédomine. Néanmoins, le recrutement dans cette filière est souvent saisonnier avec un pic de recrutement à la haute saison de novembre à février. Forts de deux criées et deux principaux ports de pêche associés : Royan (76% des navires de Charente-Maritime armés en Petite Pêche) et la Cotinière (7ième halle à marées nationale en 2019), la pêche représente également une filière importante avec 438 marins actifs en 2020 à l'échelle des 4 territoires.

Au-delà de ces activités principales, d'autres filières sont sources d'emplois mais nécessitent de mieux faire connaître les métiers associés et de s'assurer de la cohérence entre les formations disponibles sur le territoire et les emplois à y pourvoir.

De plus avec l'évolution des pratiques, les métiers de demain pourraient être différents de ceux actuellement présents, il semble alors pertinent d'anticiper ces changements dans les formations proposées.

La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriale (GPECT) est définie comme étant une méthode pour adapter – à court et moyen termes – les emplois, les effectifs et les compétences aux exigences issues de la stratégie des entreprises et des modifications de leurs environnements économique, technologique, social et juridique et semble être un outil adapté à cette action.

Un diagnostic conduit par la Région est en cours. Il a pour objectif de mieux connaître le marché de l'emploi par filière maritime. Les résultats devraient être disponibles à la fin septembre 2022 et permettront d'appuyer de manière chiffrée le marché de l'emploi sur le territoire de contractualisation.

Concernant les industries nautiques, une feuille de route est également en construction à l'échelle de la Région et devraient donner des grandes tendances en termes de gestion des emplois et des compétences pour cette filière.

Objectif général :

Mieux connaître les besoins des entreprises et les formations proposées afin d'assurer une adéquation entre les deux.

<u>Pilote</u> : CARO/CARA/CCIO
<u>Action détaillée</u> <p>La CCIO ayant déjà mené une phase de diagnostic dans sa GPECT ; elle a pu identifier différentes filières en tension (tourisme (hébergement-restauration), vente-distribution-commerce, bâtiment, agriculture (viticulture, pêche et aquaculture), médico-social. Ce diagnostic a également permis de faire ressortir les freins périphériques qui s'ajoutent à ceux de l'emploi et de la formation. Il s'agit en premier lieu de la capacité d'un territoire insulaire à accueillir et à loger de nouveaux actifs.</p> <p>La CARA a signé un partenariat avec pôle emploi qui devrait l'accompagner dans la connaissance de son marché de l'emploi en lien avec le maritime. Quant à la CARO, elle pourra bénéficier des rendus à la fois de l'étude de la Région ainsi que de la feuille de route des industries nautiques et navale.</p> <p>Sur la base de ces retours, des actions spécifiques pourront être conduites. Ces différents résultats seront ensuite à discuter avec les entreprises qui recrutent, les organisme de formation et d'aide à l'emploi afin d'affiner une stratégie commune.</p>
<u>Partenaires associés</u> Pôle emploi, Mission locale, Cap Emploi, COBEBM, Région, CD17, Atlantic Cluster, CRC, CDPMEM, Lycée maritime de Bourcefranc
<u>Budgets et financements mobilisables</u> <ul style="list-style-type: none"> AAP Initiatives Territoriales pour l'Emploi
<u>Calendrier prévisionnel</u> <p>29 septembre 2022 : Présentation des résultats de l'étude régional</p> <p>Deuxième semestre 2023 : GPECT CARA</p> <p>Année 2024 : Mise en place d'actions concrètes à la suite des phases de diagnostics et en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés</p>
<u>Indicateurs</u> <p>Les indicateurs dépendront des différents résultats de diagnostics et du choix des actions qui en découleront.</p>
<u>Niveau d'avancement de l'action</u> Action non démarrée

b) Campagne de communication sur l'attractivité des métiers

FICHE ACTION N°06

TITRE : Campagne de communication sur l'attractivité des métiers

<p><u>Contexte</u></p> <p>Pour permettre aux quatre territoires de se développer économiquement il est impératif de créer des vocations et de faire connaître les métiers que regroupe la croissance bleue et plus particulièrement ceux qui recrutent sur le territoire.</p> <p>Dans le cadre de « Territoire d'industrie » des actions de valorisation des métiers sont régulièrement menées. Certains acteurs étant concernés à la fois par cette démarche et par la Croissance Bleue, il convient de mutualiser les actions et les ressources.</p>
<p><u>Objectif général</u></p> <p>Faire connaître les métiers de la croissance bleue présents sur les territoires au plus grand nombre.</p>
<p><u>Pilote</u></p> <p>CARA/CARO/CCIO</p>
<p><u>Niveau d'avancement de l'action</u> : Action non commencée</p>
<p><u>Action détaillée</u></p> <p>Cette action se déroulera selon trois étapes successives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Répertorier les initiatives de communication sur les métiers de la mer déjà existantes et identifier leurs points forts et leurs faiblesses • Développer un ensemble d'outils de communication et de valorisation des métiers de la mer avec les partenaires identifiés • Favoriser la découverte des métiers d'un EPCI à un autre en permettant la mobilité des jeunes et des demandeurs d'emploi <p>Voici deux exemples de campagne de communication menée précédemment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Exposition sur les métiers du maritime avait été réalisée en partenariat avec des écoles. • Campagne de communication du CRC • « Journées des métiers de la mer » à Oléron en mai 2023
<p><u>Partenaires associés</u></p> <p>CARA, CARO, CCIO, CCBM, GALPA, Territoire d'industrie, Pôle Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, COBEBM, CRC 17, CDPMEM, Campus des Industries Navales</p>
<p><u>Budgets et financements mobilisables :</u></p> <p>DLAL FEAMPA, Territoire d'industrie</p>
<p><u>Calendrier prévisionnel</u></p> <p>Jusque Décembre 2022 : recensement des campagnes de communication déjà menées</p>

A partir de janvier 2023 : mise en places d’actions concertées auprès du grand public

Indicateurs :

Nombre de campagnes lancées

Nombres de personnes sensibilisées lors de journées de découvertes des métiers

3) Finalité 4 : Participer à la généralisation du concept d'économie circulaire

Un développement durable des activités maritimes est inséparable de la limitation de l'impact de ces activités sur le milieu marin.

Pour cela, plusieurs solutions existent. Il est ici fait le choix de se concentrer sur l'économie circulaire.

Rappelons que l'économie circulaire repose sur trois piliers :

- La limitation de la production de déchets dans un premier temps (écoconception)
- L'allongement de la durée de vie des produits (sensibilisation de l'utilisateur)
- Réemploi et recyclage des produits en fin de vie initiale

Travailler sur la limitation des déchets à la source reposant sur des stratégies d'entreprises à long terme, il est fait le choix de se concentrer sur les deux autres piliers.

Tableau 5 : Structuration de la finalité 4

Finalité 4 : Participer à la généralisation du concept d'économie circulaire	
Principes d'actions 1 : Limiter la quantité de déchets issues des activités professionnelles	
Action 4.1.1	Participation à la collecte du néoprène en vue de son réemploi
Action 4.1.2	Aide au réemploi et au recyclage des matériaux issus des engins de plaisance et de glisse
Action 4.1.3	Participation à la collecte des coquilles d'huîtres en vue de leur réemploi

a) Participation à la collecte du néoprène en vue de son réemploi

FICHE ACTION N°7 TITRE : Participation à la collecte du néoprène en vue de son réemploi
<p><u>Contexte</u></p> <p>De nombreuses structures nautiques sont présentes sur les quatre EPCI. Elles regroupent des activités aussi variées que le surf, la voile, la plongée ou encore le canoë-kayak et longe côte.</p> <p>En dehors des structures, de nombreux pratiquants s'initient individuellement à ces pratiques.</p> <p>En plus d'un attrait certain pour le milieu marin, l'ensemble de ces activités ont pour point commun l'utilisation de combinaisons en néoprène, caoutchouc synthétisé à partir de pétrole ou de calcaire.</p> <p>Difficilement recyclable, allonger leur durée de vie reste encore actuellement la meilleure solution. Pour cela il est nécessaire de les entretenir progressivement et si possible de les réparer. Lorsque cela n'est pas suffisant, d'autres solutions se développent et sont le cœur de cette action.</p> <p>Des combinaisons éco-conçues commencent à apparaître sur le marché mais la récolte de sève (pour la conception de caoutchouc naturel) se heurte également à des limites et des risques de surexploitation de la ressource comme ce fut le cas pour l'huile de palme.</p>
<p><u>Objectif général :</u></p> <p>Participer à la mise en place d'une chaîne logistique permettant de récupérer les combinaisons en néoprène hors d'usage des particuliers et professionnels vers des entreprises réemployant le néoprène.</p>
<p><u>Pilote CARA</u></p>
<p><u>Niveau d'avancement de l'action</u> : Première prise de contact avec les structures nautiques en cours</p> <p>A noter que si l'action, aujourd'hui, se concentre sur le néoprène, le même modèle pourrait être repris pour participer à mise en œuvre d'une collecte liée aux autres articles liés à la pratique des sports nautiques (gilets de sauvetage par exemple).</p>
<p><u>Action détaillée</u></p> <p>Afin de mener à bien cette action, c'est la mise en relation entre les structures nautiques intéressées et une entreprise capable de gérer le réemploi du néoprène qui sera primordiale. Pour cela, il est prévu de procéder selon les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Travailler conjointement avec Sooruz (fabricant de combinaisons situé à La Rochelle et s'intéressant à la fin de vie de leurs produits)• Faire connaître la démarche à l'ensemble des structures nautiques et les magasins d'articles de sports de glisse afin de créer un réseau de partenaires• Proposer une récupération auprès des structures nautiques en septembre ou

<p>octobre et mettre en place au moins un bac de récolte à l'année par EPCI.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Estimer le coût du réseau logistique à mettre en place • Si des combinaisons arrivant dans les bacs sont encore en état, les fournir à des associations sportives locales ou à Surfeurs solidaires selon les besoins.
<p><u>Partenaires associés</u></p> <p>CARA, CARO, CCIO, CCBM, clubs nautiques, Surfeurs solidaires, associations, Sooruz (marque de combinaisons de sports de glisse), Echo-Mer, Recyclerie du Sport de Rochefort</p>
<p><u>Budgets et financements mobilisables</u></p> <p>Pour cette action, il s'agira d'un rôle d'accompagnement ne nécessitant pas directement de budget.</p>
<p><u>Calendrier prévisionnel</u></p> <p>Juin-Septembre 2022 : prise de contact avec les structures nautiques, les magasins d'articles de sports de glisse et Sooruz</p> <p>Octobre-Novembre 2022 : collecte d'après saison</p> <p>Janvier 2023 : lancement, si possible, de bacs à l'année</p>
<p><u>Indicateurs</u></p> <p>Nombres de combinaisons recyclées</p> <p>Nombre de combinaisons réemployées</p>

b) Aide au réemploi et au recyclage des matériaux issus des engins de plaisance et de glisse

FICHE ACTION N°08

TITRE : Aide au réemploi et au recyclage des matériaux issus des engins de plaisance et glisse

Contexte

Arrivé dans les années 1970, le polyester, composite composé de résine et de fibre, a permis l'essor de l'industrie nautique. Bien qu'étant solide et facile d'entretien, le polyester a une durée de vie limitée, entre 30 et 50 ans. Il est estimé qu'environ 20 000 navires de plaisance arrivent en fin de vie chaque année. Pour autant seulement 200 seraient déconstruits chaque année. Les autres navires finissent souvent à l'abandon sur des terrains ou dans les ports, ils sont parfois coulés ou brûlés.

Une filière de déconstruction existe pour les navires de plaisance mais elle est souvent méconnue. C'est l'APER (Association pour une Plaisance Eco Responsable), qui coordonne cette filière. Créée en 2009 sous forme associative, l'APER est devenu l'éco-organisme en charge de la filière REP (Responsabilité Elargie des Producteurs) en 2019 après l'adoption en 2015 de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

En Charente Maritime l'APER travaille avec Arc Environnement situé sur l'Île de Ré et motrice dans la valorisation du polyester depuis le début des années 2000. En effet bien que la majeure partie des composites partent en valorisation énergétique, ils travaillent à d'autres solutions, en partie via le projet RECYTALE. Par broyage mécanique du polyester, une nouvelle matière première est proposée à des industriels pour concevoir des objets tels que des dalles de terrassement.

Le coût de déconstruction est à la charge de l'APER financée par l'éco-contribution payée par les metteurs sur le marché pour chaque bateau neuf et par une quote-part du Droit Annuel de Francisation et de Navigation (DAFN).

Le coût de transport vers les centres de déconstruction est actuellement à la charge du propriétaire ou de la personne faisant enlever l'épave le cas échéant. A partir de 2023 ce coût sera également pris en charge par la filière REP.

Pour rappel un bateau est considéré en fin de vie lorsqu'il n'est plus réparable ou navigable ou que les frais de remise en état sont trop élevés par rapport à la valeur résiduelle sur le marché.

Lors de la déconstruction on retrouve les matériaux suivant pris en charge par les filières concernées :

- du bois : recyclage en panneaux agglomérés ou valorisation énergétique
- du métal : fondu et réutilisé sous une autre forme
- des feux de détresse, fumigènes, feux parachute : déconstruction en centre sécurisé
- du plastique : réutilisation, recyclage ou valorisation
- des équipements électriques et électroniques : dépollution et recyclage
- des composites : 60% des déchets issus de la déconstruction, 56% font l'objet

<p>d'une valorisation énergétique et 44% partent en élimination</p> <p>C'est donc sur les composites qu'un important travail de recherche et développement reste à faire.</p> <p>En 2021, la Communauté d'Agglomération de Rochefort Océan a lancé une étude permettant de dresser un état des lieux des gisements composites (pas uniquement issues des navires de plaisance, mais également de l'éolien et du ferroviaire par exemple) à l'échelle de la Charente-Maritime et des départements voisins.</p> <p>A la suite de cette étude, une journée de rencontre a été organisée en juin 2022 avec l'aide de l'ADI.</p> <p>La présente fiche action viendra en complément des actions déjà entreprises par la CARO.</p> <p>Seront également pris en compte dans cette action, les bateaux issus des clubs de voile et les planches de surf en fin de vie.</p>
<p><u>Objectif général :</u></p> <p>A court et moyen termes, n'ayant pas de levier direct pour travailler sur l'écoconception ni la réduction des déchets lors de la production, cette action se propose de se concentrer sur le recyclage et le réemploi des coques de navires et des planches de surf pour d'autres usages.</p>
<p><u>Pilote</u></p> <p>CARO/ CARA</p>
<p><u>Niveau d'avancement de l'action :</u> L'action menée par la CARO est en cours</p>
<p><u>Action détaillée</u></p> <p>L'étude lancée par la CARO en 2021 a permis d'estimer le gisement à 1500 tonnes de déchets composites issues de la phase de production industrielle et d'<i>a minima</i> une centaine de tonnes de gisement des navires en fin de vie à l'échelle du département. Elle a désormais pour objectif de faire émerger une filière locale de recyclage des matériaux composites par l'organisation de temps de rencontre entre les acteurs de la filière</p> <p>Pour cela il semble pertinent d'encourager les entreprises et les entrepreneurs à se tourner vers le réemploi des matériaux issus de la déconstruction des activités de plaisance et de glisse.</p> <p>Au cours de l'année 2023, la mise en place d'un appel à manifestation d'intérêt visant à utiliser ces matériaux dans du mobilier urbain, visera à faire connaître ces matériaux et à encourager leur réemploi.</p>
<p><u>Partenaires associés</u></p> <p>CCIO, CCBM, APER, ARC ENVIRONNEMENT, Région, ADI , Communes où pourra être implanté le mobilier urbain</p>
<p><u>Budgets et financements mobilisables</u></p> <p>ADEME, Région</p>

Calendrier prévisionnel

Indicateurs

Nombre de bateaux réutilisés

c) Participation à la collecte des coquilles d'huîtres en vue de leur recyclage

FICHE ACTION N°09

TITRE : Participation à la collecte des coquilles d'huîtres en vue de leur recyclage

Contexte :

L'huître, produit local par excellence avec 19 000t produites chaque année, une IGP et deux labels rouges, laisse derrière elle des coquilles dont les filières de valorisation, bien que nombreuses, restent peu connues et structurées.

On retrouve ainsi deux principaux débouchés de recyclage :

- La réutilisation par les particuliers : engrais de jardin, alimentation des poules, remise en état des chemins privés,...
- L'utilisation industrielle : les huîtres sont broyées puis réemployées principalement en alimentation animale et en amendement agricole.

En Charente-Maritime, l'entreprise OVIVE récupère et broie des coquilles d'huîtres depuis les années 80. Désormais, ce sont plus de 3000 tonnes qui sont traitées tous les ans. L'entreprise les valorise en alimentation animale principalement, mais développe également d'autres débouchés innovants : filtration de l'air, cosmétique, décoration, amendement agricole et télécapage de naissains d'huîtres.

Les coquilles d'huîtres sont également préconisées par les chartes Natura 2000 dans la structuration des chemins classés ou encore des pistes cyclables et, dans ce cas, elles nécessitent d'être broyées en amont. Elles peuvent également être utilisées dans les marais pour recréer des bancs coquilliers favorables à la nidification de certaines espèces d'oiseaux migrateurs.

Ailleurs en France, d'autres techniques innovantes se développent : pavés routiers perméables, peintures routières, filaments pour impression 3D.

Afin de permettre le recyclage des coquilles, l'organisation de la collecte est primordiale.

Différents gisements sont identifiés : restaurants, campings, fermes ostréicoles. Un important travail de mobilisation et de sensibilisation reste à faire auprès de l'ensemble de ces acteurs.

<p><u>Objectif général :</u></p> <p>Structurer la collecte des coquilles d'huîtres pour les professionnels volontaires et aider au développement de nouveaux débouchés.</p>
<p><u>Pilote</u></p> <p>CARA/CCIO/CARO</p>
<p><u>Niveau d'avancement de l'action</u> Première réunion d'information prévue fin septembre 2022 sur le secteur de la CARA.</p>
<p><u>Action détaillée</u></p> <p>La première partie de l'action aura pour objectif de connaître les acteurs professionnels intéressés pour rejoindre une démarche collective de tri des coquilles d'huîtres.</p> <p>Selon les entreprises intéressées et leur répartition dans l'espace, il sera proposé un accompagnement adapté et une mise en relation avec Ovive.</p> <p>Afin de faciliter le dépôt et la collecte, il sera proposé une réflexion collective pour aboutir à un contenant adapté aux déchets coquilliers.</p>
<p><u>Partenaires associés</u> CARA, CARO, CCIO, CCBM, OVIVE, CRC 17, CYCLAD (?)</p>
<p><u>Budgets et financements mobilisables</u></p> <p>DLAL FEAMPA_</p>
<p><u>Calendrier prévisionnel</u></p> <p>Mai 2022 : prise de contact avec OVIVE</p> <p>Septembre-Décembre 2022 : Prise de contact avec les restaurants et campings</p> <p>Novembre 2022 à avril 2023 : Collecte expérimentale en benne sur le port ostréicole de Port des Barques auprès des conchyliculteurs</p> <p>Janvier-Février 2023 : Participer à la réflexion autour d'un circuit logistique permettant à la fois de limiter les coûts de transport et de permettre une plus large valorisation des coquilles</p> <p>Mars-Avril 2023 : réfléchir à un contenant adapté</p>
<p><u>Indicateurs</u></p> <p>Quantité d'huîtres collectées chaque année</p>

4) Finalité 5 : Participer à une meilleure visibilité des potentiels offerts par une économie bleue durable

Afin de faire connaître les actions développées sur le périmètre de contractualisation en lien avec le développement d'une économie bleue durable, une stratégie de communication est à mettre en place.

Il est d'une part important de faire connaître la démarche croissance bleue au grand public, présent sur les territoires tout au long de l'année et, d'autre part, faire connaître la démarche à des entreprises innovantes cherchant des secteurs de développement de leurs activités en lien avec le maritime. Enfin, la communication mise en place visera à créer des synergies avec d'autres territoires inclus dans le même type de démarche.

Pour répondre à ces enjeux de communications, deux axes ont été développés dans la présente stratégie. Un premier axe visant à développer des axes de coopération entre les filières et un second axe visant à faire connaître les dynamiques locales mises en place.

Tableau 6 : Structuration de la finalité 5

Finalité 5 : Participer à une meilleure visibilité des potentiels offerts par une économie bleue durable	
Principes d'actions 1 : Créer des synergies entre professionnels	
Action 5.1.1	Favoriser les échanges entre la recherche et l'entrepreneuriat
Principes d'actions 2 : Profiter de la vitrine offerte par la mission croissance bleue pour faire connaître les dynamiques locales en lien avec le développement durable des activités maritimes	
Action 5.2.1	Participation à des événements en lien avec le nautisme

a) Favoriser les échanges entre professionnels

FICHE ACTION N°10 TITRE : Favoriser les échanges entre professionnels
<u>Contexte</u> <p>Il n'est pas possible d'envisager un développement économique lié au milieu marin sans une bonne connaissance de ce milieu et une quantification objective des impacts positifs et négatifs des activités humaines.</p> <p>Deux organismes dédiés à la recherche et à l'innovation dans les domaines de la pêche et l'aquaculture et de la surveillance du milieu marin sont présents sur le territoire : l'IFREMER et CAPENA.</p> <p>CAPENA est issu de la fusion entre l'IMA et le CREAA. Sa mission principale est de proposer un appui technique aux pêcheurs et aquaculteurs tout en gardant une expertise environnementale. Il possède à la fois les connaissances et les compétences pour participer au développement des</p>

<p>filières halieutiques et au maintien de la qualité du milieu.</p> <p>CAPENA travaille actuellement sur différents projets comme l'aquaculture multi trophique, la valorisation des algues se développant sur les poches à huîtres, et souhaiterait également pouvoir mettre en place un observatoire trophique.</p> <p>L'antenne locale de l'IFREMER (L'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer), basée à La Tremblade, abrite deux laboratoires de recherche. Le premier est lié à la surveillance de l'environnement et des ressources aquacoles et l'autre est un laboratoire de référence de l'Union Européenne pour les maladies des mollusques.</p> <p>Les efforts de recherche menés sont d'intérêt général. En effet la connaissance du milieu marin et des interactions entre les activités économiques que sont la pêche et l'aquaculture et le milieu marin sont nécessaires pour améliorer et assurer la pérennité des activités aquacoles et piscicoles.</p> <p>Une meilleure interconnaissance du monde de la recherche et du monde de l'entreprise s'avère donc indispensable. C'est le rôle des acteurs publics de permettre cette mise en relation.</p>
<p><u>Objectif général :</u></p> <p>Contribuer à la création de synergie entre les instituts de recherche et les entreprises.</p>
<p><u>Pilote</u></p> <p>CARA</p>
<p><u>Niveau d'avancement de l'action</u> Une première prise de contact avec l'IFREMER et CAPENA a été effectué</p>
<p><u>Action détaillée</u></p> <p>Dans un premier temps, l'organisation d'un temps d'échange entre l'IFREMER, CAPENA et les entreprises innovantes des territoires sera organisée. L'objectif sera de faire connaître les thématiques de recherche abordées sur le territoire et de créer des synergies entre monde de la Recherche et celui de l'entreprise en lien avec la préservation du milieu marin.</p> <p>Selon les projets actuellement en cours et ceux qui ressortiront des premiers échanges, un soutien pourra être mis en place.</p> <p>A terme, cette action pourra être étendue à d'autres acteurs de la recherche comme les universités et leurs laboratoires de La Rochelle, Bordeaux ou Poitiers par exemple</p>
<p><u>Partenaires associés</u> CARO, CCIO, CCBM, CAPENA, IFREMER, Université et centres de recherches de Nouvelle Aquitaine</p>
<p><u>Budgets et financements mobilisables</u></p>
<p><u>Calendrier prévisionnel</u></p> <p>Octobre/Novembre 2022 : Organisation d'un temps d'échange entre CAPENA/IFREMER et les entreprises locales</p>

b) Participer à des événements en lien avec l'économie bleue durable

FICHE ACTION N°11

TITRE : Participer à des événements en lien avec l'économie bleue durable

Contexte :

L'organisation et la participation à des événements en lien avec le maritime sont autant d'opportunités de rencontrer des acteurs impliqués sur les sujets concernés et de faire connaître les actions menées localement.

La croissance bleue restant un vaste sujet qui nécessite un travail de mise en réseau des acteurs, la représentation de la démarche sur des événements d'ampleur permettra de mieux faire connaître la démarche auprès des acteurs professionnels et institutionnels des autres territoires et également de faire connaître au grand public les actions menées au plus près de chez eux.

Objectif général

Avoir une communication et une présence collective sur les grands événements maritimes locaux et nationaux afin d'aller à la rencontre des acteurs dans l'objectif de créer des synergies et de favoriser l'émergence de projets collectifs.

Pilote

CARA

Action détaillée

Pour l'année 2022, plusieurs échéances sont programmées ou ont déjà eu lieu :

- Présence aux « Waves of change » à Biarritz du 6 au 8 juin
- Organisation d'une conférence sur l'énergie à bord et à quai le vendredi 2 septembre en parallèle de l'escale de la Solitaire du Figaro à Royan du 1^{er} au 4 septembre.
- Présence collective sur le stand de la Région lors du Grand Pavois à La Rochelle du 27 septembre au 2 octobre.

Pour l'année 2023, un calendrier des événements auxquels ils seraient pertinents d'être présent en tant que visiteur ou en tant qu'exposant sera dressé.

Partenaires associés :

CARA, CARO, CCIO, CCBM, ADI, Atlantic Cluster, Région

<u>Budgets et financements mobilisables</u> A définir selon les évènements
<u>Calendrier prévisionnel</u>
<u>Indicateurs</u> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de participation à des évènements en tant que visiteurs • Nombre de participation à des événements en tant que participant- exposant
<u>Niveau d'avancement de l'action</u> Action qui s'articule selon la programmation des événements